
ALLOCUTION

prononcée par

Son Excellence

LE PRÉSIDENT

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

A L'OCCASION

DE LA 112^e SESSION

DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

ABIDJAN, LE 24 AVRIL 1973

ALLOCUTION

prononcée par

Son Excellence

LE PRÉSIDENT

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

A L'OCCASION

DE LA 112^e SESSION

DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

ABIDJAN, LE 24 AVRIL 1973

Monsieur le Président,
Excellences,
Messieurs les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec une très grande joie et une profonde fierté que la Côte d'Ivoire accueille aujourd'hui la 112^e Session du Conseil Interparlementaire, une très grande joie car hospitalière par tradition et par sentiment, la présence des Représentants de 72 Nations lui donne l'occasion inappréciable de témoigner de son ouverture fraternelle à tous les peuples, une profonde fierté, celle d'avoir été choisie parmi les plus jeunes Etats membres de l'Union pour qu'Abidjan symbolise pendant quelques jours, après tant de villes prestigieuses, la capitale mondiale des Parlements. Je remercie du fond du cœur au nom du Peuple ivoirien, tous ceux qui ont permis la tenue de ce grand jour qui marquera nos mémoires.

Monsieur le Président Yacé a bien voulu faire allusion dans son allocution à ma qualité d'ancien parlementaire. J'ai eu effectivement à exercer ce privilège.

Les quelques réflexions que je vais vous proposer émanent donc d'un de vos pairs qui connut les travaux d'une Assemblée empreinte d'une longue tradition répu-

blicaine qui avait survécu aux tourments de la guerre et de l'Assemblée d'un pays qui devait prouver que sa jeune liberté ne déboucherait pas, comme le prédisaient certains prophètes de malheur, sur l'impuissance et le désordre.

Un grand Français, Clemenceau, pourtant ennemi des attermoiements et peu suspect de fuir les responsabilités, a pu dire : « Le Parlement est le plus grand organisme qu'on ait inventé pour commettre des erreurs politiques, mais elles ont l'avantage supérieur d'être réparables et ce, dès que le pays en a la volonté » — Et c'est bien en effet, l'expression de la volonté du pays que doit traduire le Parlement.

Quel que soit le mode de scrutin, que les représentants élus soient partagés entre plusieurs partis ou réunis dans un parti unique, à condition bien sûr que la libre discussion soit de règle en son sein, le Parlement est avant tout, et je retrouve ici une idée dont vous savez qu'elle m'est particulièrement chère, un instrument irremplaçable de dialogue et tout d'abord du dialogue entre le Gouvernement et le Peuple.

Le temps n'est plus où les affaires de la cité pouvaient être débattues sur l'Agora. Nos communautés sont devenues trop vastes. Le Parlement est désormais le lieu privilégié des débats où s'expriment librement les différentes familles de pensée et où se traduisent les préoccupations des plus humbles. C'est ainsi que les décisions des responsables de l'Exécutif peuvent être éclairées.

Il est en effet vital pour la paix et pour l'équilibre interne des Nations que les gouvernés puissent faire connaître aux gouvernants leurs aspirations profondes, leur approbation ou leur désapprobation dans tous les domaines de la politique. Faute de quoi la parole est à la violence et au désordre avec, au pire, la fin des libertés et la mise en péril de la Nation.

Voici près de dix siècles, l'Islande, puis la Sicile s'étaient déjà donné un Parlement. J'imagine que dès cette époque, les critiques n'ont pas dû manquer à l'encontre de cette institution. Mais depuis plusieurs années, depuis plus précisément que le mythe du rendement et de l'efficacité à tout prix a largement contribué au dépérissement, au moins apparent, des vertus de patience et de réflexion, ces critiques se sont multipliées. Il faut d'ailleurs en convenir, l'absentéisme, l'abus des intrigues de couloirs, le marchandage des voix, les pratiques visant à empêcher la libre expression des opinions ou à retarder le vote de textes contraires aux intérêts d'un groupe, les discours, enfin, plus enclins à abuser la clientèle électorale qu'à formuler une pensée constructive, tous ces défauts ou travers que connaissent même les assemblées des pays où les traditions parlementaires sont le plus solidement ancrées, ont donné des armes aux détracteurs de l'Institution.

L'avènement des technocrates n'a fait que précipiter les choses. Pourquoi faudrait-il en effet soumettre à la discussion publique des textes élaborés dans le silence des Cabinets ou des Commissions de spécialistes par des techniciens avertis ou présumés tels, ou des décisions politiques dont il est difficile de livrer au grand jour les secrètes motivations, et risquer ainsi de retarder ou de vider de leur substance des actes nécessaires à la vie de la Nation ?

Toutes ces critiques ne sont pas sans fondement, les Parlements et votre Assemblée qui en ont pleine conscience, ont engagé des efforts de réflexion pour analyser les défaillances du système et tenter d'y remédier. Certes, il n'est pas commode d'en résoudre les contradictions. L'électeur, par exemple, qui critique l'absentéisme aux séances du Parlement exige de plus en plus la présence de son mandant aux moindres événements de la vie locale de la circonscription. Asso-

cier davantage les parlementaires au travail préparatoire de la législation en les faisant participer individuellement à des comités ministériels risque, par ailleurs, d'aboutir à une regrettable confusion de pouvoirs. Il reste qu'il est sans doute nécessaire d'arriver à une collaboration plus étroite au niveau de la préparation des textes entre les représentants de l'Administration et les parlementaires, de laisser à ces derniers de larges possibilités d'initiative, de permettre aux Assemblées de s'assurer les moyens les plus modernes d'accès aux sources de documentation et d'inciter les membres du Gouvernement à leur réserver leurs explications et à leur fournir des réponses sérieuses et rapides.

Si le fonctionnement de l'Institution doit être amélioré ou même si celle-ci doit être véritablement reconvertie, sa raison d'être ne peut être mise en cause et les citoyens conscients n'admettraient pas qu'elle disparaisse ou qu'elle se réduise à la seule fiction d'assemblée sans pouvoirs.

Il est donc essentiel que des réunions comme celle qui s'ouvre aujourd'hui permettent de confronter les expériences et les recherches de tous ceux, qui venus de tous les horizons, partagent les mêmes soucis et les mêmes hautes ambitions. Ce serait déjà un grand sujet de satisfaction et un exemple de concertation à l'échelle mondiale, rassurant pour l'avenir d'un monde aussi menacé par les forces de destruction, insidieuses ou violentes, qu'il secrète lui-même, que par les grands fléaux naturels qui s'imposent à lui à l'image de la sécheresse qui endeuille actuellement, aux frontières même de la Côte d'Ivoire, plusieurs de nos pays frères.

Mais vous voulez aller plus loin, et, dépassant le cadre trop étroit des préoccupations de la technique parlementaire, consacrer une grande partie de vos travaux à des thèmes de recherche touchant aux grands

problèmes de l'heure : Paix et Sécurité Internationale, Coopération entre Etats de systèmes sociaux différents, Droits de l'Homme et Droits de la Femme, Système monétaire International.

Il est grand et noble, et tout à l'honneur de votre Assemblée, d'affronter courageusement ces problèmes. Il ne suffit pas d'espérer pour entreprendre, et vous avez certes, une connaissance trop profonde de ces questions pour espérer leur trouver magiquement des solutions alors que les organisations mondiales ou régionales, les Chefs d'Etat, les Ministres responsables y sont confrontés depuis des décennies et que la guerre, la misère, le racisme continuent d'exercer leurs effroyables ravages, mais nous devons faire nôtre le proverbe arabe qui conseille « d'atteler sa charrue à une étoile ». Nous traversons un rude hiver mais dans les sillons que nous aurons patiemment creusés, le printemps de l'Humanité que nous appelons de toutes nos forces fera naître le germe de nos espérances.

Nous ne pouvons plus rester insensibles aux appels de tous les malheureux, de tous les opprimés, de tous les enfants mutilés dans leur chair ou dans leur esprit. La multiplication et le perfectionnement des mass média, si aliénants par ailleurs, ont au moins l'immense avantage de ne plus nous permettre d'ignorer ces misères. Nous devons prendre bien garde d'éviter que l'accumulation de tant d'horreurs ne finisse par paraître atrocement naturelle. Mais nous ne sommes plus au temps où une guerre ou une famine en Extrême-Orient par exemple, étaient ignorées des autres continents. Ici aussi, le rôle des Parlements peut être essentiel. Il appartient aux sages qui les composent de trier dans la masse des informations souvent tendancieuses, de dépassionner leur analyse, en y apportant la chaleur humaine qui manque trop souvent aux « monstres froids » auxquels on a pu parfois comparer les Etats.

Parmi les maux les plus grands, les conflits armés sont au premier plan de nos préoccupations, des millions d'hommes sous-alimentés, mal vêtus, mal soignés, sont réduits à une vie végétative, des populations entières sont amoindries, mutilées, décimées par des maladies que l'on pourrait guérir si les chercheurs et les médecins disposaient d'une partie même infime des colossaux budgets de guerre des Grands de ce monde : gaspillages insensés de richesses matérielles, destructions de Monuments et d'Œuvres irremplaçables, mais plus encore anéantissement des valeurs morales et spirituelles, haines inexpiables, exaltation de la force brutale, libre cours donné sous des prétextes d'efficacité à la torture et à la cruauté, dispersion des foyers, avec leur tragique conséquence d'enfants désespérés et sans tutelle, voués à la mendicité ou à la prostitution, toutes blessures que le temps ne peut guérir et qui marquent du sceau de la honte notre siècle plus responsable encore que les précédents, puisque mieux informé.

Nous savons maintenant que le choc des armes ne résout aucun des problèmes fondamentaux de l'humanité. Comment notre monde à qui la technique a ouvert les espaces infinis du cosmos peut-il encore admettre la mort d'un seul être humain, cellule irremplaçable de notre humanité, pour la conquête de quelques dérisoires parcelles de notre terre que seuls les hasards de l'Histoire, la fuite devant des calamités naturelles la petitesse de notre condition ont enchevêtrée de frontières dérisoires ? Comment même oser parler de frontières « naturelles » alors qu'au sommet d'une montagne, au bord d'un fleuve présumés séparer « naturellement » des pays, c'est le même horizon infini que l'on découvre, le même soleil qui devrait éclairer des frères que seules nos misérables ambitions ont fait ennemis ?

Messieurs les Parlementaires, vous avez inscrit à l'ordre de vos préoccupations le problème des relations internationales entre pays à systèmes sociaux différents. Je suis certain que vous avez également, par là même, mis l'accent sur l'une des conditions essentielles de la paix, donc du bonheur de nos frères.

Le monde tel que nous l'ont légué nos ancêtres est fait de nations que des traditions sociales venues du fond des âges, la nature de leurs économies à vocation agricole, pastorale ou industrielle, la volonté d'un conquérant, le génie d'un politique, ont engagées dans des voies différentes, toutes respectables dans la mesure où elles visent à réaliser l'enfantement d'une humanité meilleure.

Nous avons salué comme une louable victoire de la paix et de l'entente entre les peuples l'affirmation de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents.

On aimerait voir, cependant, cette coexistence pacifique imprégner la vie de tous les hommes.

La paix entre les super-grands est plus que souhaitable, car elle peut épargner à notre pauvre monde — la terre des hommes — une catastrophe sans précédent dans l'Histoire.

Mais la paix étant indivisible, il ne servirait de rien de s'entendre au sommet si à la base ceux qui se réclament de l'un ou de l'autre régime continuent à s'entre-tuer.

Les grands doivent donc assumer honnêtement et courageusement leurs responsabilités vis-à-vis de

l'Humanité non seulement en condamnant formellement et solennellement les conflits idéologiques, mais encore, en y mettant réellement fin.

N'oublions pas que les guerres les plus tragiques parce que les plus inhumaines sont celles qui dressent parfois les uns contre les autres les frères de même sang.

Aussi la paix définitive dans la partie du continent asiatique actuellement divisé, déchiré, démontrerait-elle à notre monde inquiet que la coexistence pacifique n'est pas un vain mot.

Nous ne nous laisserons jamais de répéter que la guerre ne règle rien de nos jours.

Notre propos doit être donc de veiller, par les vertus de la compréhension mutuelle, de la tolérance et de la négociation, à l'élimination des conflits de toutes sortes, en vue de la création d'un monde nouveau, vraiment fraternel.

Je vous demande, un court moment, de forcer votre sensibilité à évoquer, ne fut-ce qu'un instant, le spectacle déchirant d'un cadavre d'enfant assassiné par la guerre. Qui oserait prétendre que la première interrogation serait de savoir si l'obus ou la balle qui a enlevé au monde cette jeune vie était lancé par une main capitaliste ou communiste ? Lorsque j'évoquais la montagne ou le fleuve frontière, est-ce que les silhouettes que nous découvrons dans le lointain, minuscules fourmis courbées sur le sol pour en tirer le blé, le riz ou le mil nécessaires à leur subsistance et à celle de leurs familles, sont idéologiquement classifiables comme le seraient les fourmis réunies dans un bocal

étiqueté par l'entomologiste ? N'avons-nous pas au contraire le sentiment de la faiblesse de l'homme au regard de l'immensité de la nature et la conscience aiguë qu'il ne peut survivre qu'en unissant ses forces à celles de ses frères ?

Il est aussi des crimes contre l'Humanité, moins évidents que les guerres, moins choquants pour les bonnes consciences parce qu'insérés dans un contexte d'ordre administratif ou politique qui préserve en apparence la respectabilité des nantis, la bonne marche des affaires, mais qui perpétue, comme la guerre, une des hontes de l'Humanité, je veux dire le racisme et la ségrégation qui en est la conséquence. Nous avons en mémoire les charniers et les milliers de squelettes vivants que le monde horrifié a découverts à la fin de la dernière guerre mondiale, mais nous ne devons pas avoir bonne conscience parce que les principaux responsables de ces crimes les ont payés de leur vie et que l'idéologie qui les suscitait a sombré dans un délire suicidaire. En cette matière, la monstruosité ne se mesure pas au nombre de déportés ou de cadavres. Sans en avoir conscience et aucun pays n'est, hélas, à l'abri des reproches, le simple geste d'un employeur qui refuse le travail nourricier à un travailleur parce qu'il vient d'un autre terroir, porte en lui-même la semence maudite de la ségrégation. Quotidiennement alors que bientôt deux siècles vont nous séparer de cette explosion de lumière et d'espoir que fut l'immortelle déclaration des Droits de l'Homme, la simple couleur de la peau place des milliers d'êtres humains dans une situation abominable d'infériorité, ne leur laissant aucune chance d'exprimer leur valeur profonde.

La guerre, les conflits idéologiques, le racisme, l'esclavage ont le triste avantage de ne pouvoir dissimuler longtemps leurs masques hideux.

Mais vous permettrez au Chef d'Etat que je suis de dire quelques mots avant de conclure, d'un problème que la Commission chargée de l'étude du système monétaire international aura à aborder ou tout au moins à évoquer au cours de ses travaux. Je veux parler du problème de la répartition des richesses entre les puissances. Vous voudrez bien excuser ma franchise mais il servirait à peu de chose de condamner les pratiques racistes, et dans la meilleure des hypothèses, de les supprimer, si devait persister une sorte de racisme à l'échelle des nations qui condamnerait certains pays à supporter indéfiniment, malgré leurs efforts, le talent et le courage de leurs habitants, le poids des contraintes historiques ou naturelles qui les ont poussés ou maintenus dans un état de sous-développement. Tout se passe malheureusement comme si ces pays n'avaient fait l'objet d'attentions parfois pressantes de la part des grands de ce monde, que pour assurer la puissance des blocs antagonistes ou obtenir leurs voix dans les instances internationales, et qu'au moment où une sorte de détente se manifeste entre ces grandes puissances, et je me réjouis profondément de cet espoir de paix, les égoïsmes économiques prenaient le pas sur les intentions d'amitié et d'aide très souvent affirmées, pour ne pas dire claironnées, mais moins souvent, hélas, traduites dans les faits.

Nous ne demandons pas l'aumône, nous insistons seulement pour que les produits que nous offrons et qui sont le fruit de notre travail soient payés à un juste prix et soustraits aux aléas d'une politique menée en dehors de nous et pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres. C'est pourquoi je m'adresse, avec une particulière insistance, aux représentants des grands pays consommateurs pour les prier d'évoquer ce problème au sein de leur parlement et de soutenir sans déssem-

parer l'action de tous ceux qui veulent bien comprendre que l'esclavage économique engendre la misère et la haine.

Messieurs les Parlementaires, je ne prétends pas avoir fait le tour des problèmes dont je sais qu'ils sont au centre de vos préoccupations puisque vous les avez choisis pour thèmes de vos travaux, entre autres, les territoires non-autonomes, le Moyen-Orient où il est du devoir des grandes puissances de créer les conditions de paix.

Mais responsable d'une nation du Tiers-Monde relativement privilégiée sans doute, parmi les pauvres, mais comme elles, soumise aux dures lois de la lutte pour une vie moins précaire, je me devais d'exprimer au nom de tous ceux qui souffrent l'immense soif de paix et de dignité que ressentent nos peuples et leur anxiété devant un avenir économique qu'ils devinent dépendre de forces invisibles et égoïstes dont la redoutable puissance peut mettre en échec les intentions les plus compréhensibles et les plus humaines des Gouvernements. Le chemin que nous suivons ensemble est pénible et semé d'embûches, mais votre présence dans cette enceinte est le témoignage que la conscience universelle commence à s'éveiller. Entretenons tous, avec un soin jaloux, cette flamme d'espérance encore fragile mais prometteuse de lendemains lumineux.

Messieurs les Parlementaires, je souhaite qu'un jour très proche, toutes les nations du monde soient présentes à vos réunions, je souhaite que les travaux que vous allez aborder soient féconds et contribuent à dégager les raisons d'espérer en un avenir de paix et de prospérité, fait pour l'homme et à sa mesure, et permettant son plein épanouissement spirituel.

Je vous convie de tout cœur à profiter de votre séjour pour découvrir cette Côte d'Ivoire qui est aujourd'hui votre pays et dont chaque citoyen se sent votre frère. Sachez que lorsque vous rejoindrez vos pays, à qui je vous demande de transmettre le salut fraternel de tous mes compatriotes, vous emporterez avec nos espoirs un peu de notre cœur.

Vive l'Union Interparlementaire !

Vive la paix et l'entente entre les peuples !

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

Service de Presse. — Présidence de la République. — 1.000 ex.
